

Questions orales

M. Broadbent: Nous sommes favorables à cette idée. Je veux simplement vérifier si le premier ministre l'est autant.

Vu qu'il a promis pendant la campagne électorale d'instituer un impôt minimum sur les riches, ce qu'il n'a pas encore fait, et vu que nous pouvons aller chercher au moins 2 milliards de dollars simplement en rétablissant les impôts payés par les riches à leur ancien niveau, pourquoi ne propose-t-il pas immédiatement une réforme fiscale pour obtenir ces recettes supplémentaires afin de les reverser aux pauvres au lieu de parler comme il le fait à la Chambre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne comprends pas ce qui est arrivé à mon honorable ami qui d'habitude se montre raisonnable à la Chambre et fait preuve d'une certaine objectivité dans l'analyse des problèmes. Je sais qu'il a déçu un grand nombre de Canadiens ces derniers jours par son attitude malveillante. Je tiens à lui dire que ce genre de comportement est malséant et ne mène nulle part.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Mon honorable ami ne l'ignore pas. Il sait parfaitement qu'il y aura des consultations au sujet d'une réforme fiscale visant à simplifier le régime fiscal et à le rendre plus juste, conformément à certains objectifs d'équité que nous partageons.

J'espère que mon honorable ami va cesser de se montrer malveillant et qu'il va appuyer au contraire un gouvernement qui veut faire davantage pour les citoyens qui ont vraiment besoin d'aide. Le NPD devrait dire bien haut qu'il est d'accord avec nous.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LES MESURES PRÉVENTIVES POUR ENRAYER LES GAZ D'ÉCHAPPEMENT DES AUTOMOBILES

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports, et je l'en ai prévenu. Elle a trait à la déclaration que le premier ministre a faite à la Chambre hier pour faire savoir aux Canadiens qu'il confèrera sous peu avec le président des États-Unis et que les pluies acides seront un des principaux sujets qu'ils aborderont. Avant cette rencontre, le ministre des Transports annoncera-t-il sa décision au sujet de l'adoption de mesures préventives pour enrayer les gaz d'échappement d'automobiles dans le cadre de notre stratégie globale de lutte contre les pluies acides?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, monsieur le Président, j'attends le rapport d'ensemble des audiences publiques tenues à Ottawa—audiences que l'ancien gouvernement a préféré tenir à huis clos. Je vais étudier ce rapport d'ensemble quand je le recevrai, après quoi je prendrai les mesures qui s'imposent.

L'ANNONCE D'UNE DÉCISION

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, étant donné que les audiences ont pris fin il y a environ deux

semaines, le ministre pense-t-il pouvoir prendre une décision et l'annoncer en janvier, avant la rencontre du premier ministre avec le président américain?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je préfère ne pas préciser de date, mais je vais sûrement donner suite au rapport dès que je l'aurai. Bien entendu, je ne prendrai pas de décision sans d'abord consulter mes collègues du cabinet.

* * *

L'ÉCONOMIE**L'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER**

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme on le disait ce matin dans le *Globe and Mail*, les banquiers de New York ont déclaré que la façon dont le gouvernement aborde l'investissement étranger n'aura qu'une faible incidence sur le niveau des investissements et que l'Agence d'examen de l'investissement étranger n'était pas l'épouvantail qui faisait fuir ces investissements dans le passé. Le premier ministre reconnaîtra-t-il qu'il a tort de croire que l'abolition de l'agence contribuera à créer les emplois dont le Canada a besoin?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne pense pas que le député voudrait que je conteste les opinions d'un banquier ni que je me glorifie de ce que peuvent dire d'autres banquiers qui sont d'un avis contraire. Nous continuerons de travailler sans relâche pour construire une économie plus forte parce que nous croyons notamment que l'apport de capitaux créera les emplois dont nos compatriotes ont besoin.

Je pense que nous devons tous reconnaître qu'il y a quelques signes de progrès jusqu'ici. Le taux bancaire de la Banque du Canada a baissé de 40 points pour atteindre 10.16 aujourd'hui. Je pense que cela montre comme les choses vont bien.

LA STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, puisque le premier ministre comptait non pas sur les banquiers canadiens ou le taux bancaire, mais plutôt sur les investisseurs étrangers, reconnaîtra-t-il maintenant à la Chambre que sa stratégie qui consistait à charmer les investisseurs de New York en faisant des discours et en apportant des changements législatifs conçus pour affaiblir notre économie ne porte pas fruit? Modifiera-t-il cette stratégie?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne comprends pas pourquoi le NPD voit des problèmes partout. Nous essayons de nous montrer civils envers nos amis. Nous ne nous en cachons pas: nous essayons de créer des emplois. Il y a 1.5 million de Canadiens qui cherchent désespérément du travail et nous essayons de revitaliser l'économie pour surmonter cette difficulté morale à laquelle le Canada fait face. Nous ferons appel à toutes nos ressources et